

immédiats. Elle ne veut qu'indiquer aux prolétaires que la confusion ne conduit jamais au succès et que la manœuvre est à l'opposé de la politique ouvrière, c'est-à-dire du chemin qui pourra conduire à la construction de l'organisme capable d'assurer la victoire des prolétaires français dans l'intérêt de la révolution mondiale.

**

I. — LA CRISE ECONOMIQUE EN FRANCE

Tout comme pour les crises précédentes de l'économie capitaliste, la crise actuelle ne s'est pas produite synchroniquement dans le monde entier reproduisant, au même moment, des phénomènes analogues dans chaque pays. La crise est un événement mondial, relevant du fonctionnement du système capitaliste international, et des bases contradictoires sur lesquelles il est assis. Mais l'ordre dans lequel s'effectuera l'entrée des différents pays dans le mouvement de crise, aussi bien que l'ampleur des bouleversements, dépendra des bases sur lesquelles s'assied la domination du capitalisme financier. Là où l'évolution industrielle constitue l'assiette presque exclusive de la puissance financière, la crise et la commotion économique et sociale se manifesteront beaucoup plus profondément.

La France doit à la structure particulière de son impérialisme son entrée tardive dans le cours de la crise économique mondiale, de même que c'est à cette structure qu'il faut attribuer le fait que les bouleversements qui s'y produisirent n'eurent point l'ampleur qui se vérifia dans d'autres pays. Les rapports entre l'industrie et l'agriculture, dans l'ensemble de l'économie, ensuite le rapport entre l'industrie de consommation et de production, enfin l'étendue d'un empire colonial non industrialisé et les larges investissements de capitaux confiés surtout à des Etats et non à des particuliers, font que l'impérialisme français offre une résistance plus grande aux contre-coups de la crise économique mondiale. La thèse de Marx sur la centralisation et la concentration de l'économie capitaliste autour de son pôle : les trusts, les cartels et les banques, est aussi confirmée par la structure du capitalisme français où la prédominance de la petite propriété, de l'industrie de consommation, ne restreignent nullement le pouvoir des magnats de la banque ; d'autre part, elles ne créent aucune possibilité pour la formation d'un gouvernement mixte de capitalistes et de petits propriétaires, ou pour l'intervention de la petite et moyenne bourgeoisie dans les formations gouvernementales, Union Nationale ou Bloc des gauches sont deux formations spécifiquement capitalistes répondant aux intérêts du grand capitalisme bancaire.

La bourgeoisie française, qui arriva au pouvoir de bonne heure, pouvait asseoir sa domination sur une base plus solide que les autres bourgeoisies. Son économie industrielle se constitua très tôt sans pouvoir utiliser les procédés supérieurs de la technique sur lesquels se construira, par exemple, l'économie allemande. Ses positions sur les marchés mondiaux étaient déjà établies au moment de l'expansion des autres impérialismes, lesquels arrivant plus tard, durent essayer nécessairement de les lui enlever par la force des armes. D'autre part, sur son marché intérieur, l'économie agraire garde une position proportionnellement assez forte par rapport au secteur industriel ; à ce propos, au sein de ce dernier, comme nous le verrons plus loin, ce n'est pas la grande industrie de production qui s'assurera la primauté. Voilà donc les facteurs fondamentaux de la structure de l'impérialisme français qui découlent évidemment de toute l'évolution historique du capitalisme et qui ne disparaissent pas dans la phase de son déclin.

Le développement de l'impérialisme français se fera surtout vers son extension et non vers une intensification modifiant profondément le mécanisme qui régit les différentes parties de l'économie française énoncées plus haut. Aujourd'hui encore, les progrès de la rationalisation y seront beaucoup moins importants que dans d'autres pays. Au surplus, nous assistons actuellement, en France, à une orientation politique économique qui veut prouver les méfaits de la course à l'industrialisation. Les grandes usines industrielles, les grands centres prolétariens, peuvent évidemment rivaliser et dépasser les grandes industries d'autres pays, mais

il n'en reste pas moins vrai qu'ils n'englobent que des parties seulement du territoire français, ce qui n'ébranle pas le système économique dans son ensemble, ne détruit pas l'économie agraire et ne fait pas de la France un pays produisant surtout en vue des compétitions sur les marchés mondiaux. Par ailleurs, nous pouvons ajouter que la victoire de la France en 1918 n'a pas apporté une profonde modification organique de sa structure économique. L'intense progression de la production industrielle, qui s'est vérifiée après la guerre, résulte non d'une refonte de l'appareil productif, mais du fait que la victoire de 1918 a doté l'économie française de possessions minières de tout premier ordre et a éliminé, à cette époque, la concurrence allemande. En outre, les visées de la France sur la Ruhr d'abord, actuellement sur la Sarre, prouvent que la direction suivie par cet impérialisme se trouve vers l'extension de ses possessions territoriales et non dans une modification profonde de la base structurelle de l'économie française.

La composition organique des différentes parties de l'économie française mettra celle-ci à l'abri des spasmes et des convulsions qu'ont connus d'autres impérialismes. Cela est d'ailleurs confirmé par les considérations suivantes : l'économie agraire a pu subir des chocs moins violents que l'économie industrielle (le contraire de ce qui s'est vérifié dans les autres pays), les interventions croissantes de l'Etat pour la sauvegarde de grandes industries et banques parviennent à éviter leur effondrement et à limiter les faillites qui se sont vérifiées ailleurs. Enfin, le maintien de l'étalon-or prouve qu'il n'est pas nécessaire de faire entrer en jeu les palliatifs monétaires pour parer aux effets de la crise. Il est certain que le maintien de la parité or du franc répond aux intérêts actuels de l'impérialisme français considéré dans son ensemble, et non suivant les intérêts de groupes qui pourraient avoir grand intérêt à des manœuvres inflationnistes ou dévaluationnistes. L'étalon-or est, avant tout, un signe de la puissance économique conquise par la France dans le monde entier ; cela lui permet de centraliser de puissants capitaux dans ses coffres-forts. Ses capitaux et les grandes réserves métalliques qui représentent du surtravail coagulé, nous donnent ici un autre élément d'appréciation de la plus grande résistance de l'impérialisme français à la crise économique mondiale. Enfin, le caractère de son empire colonial où l'industrialisation n'est nullement poussée dans une mesure telle que les colonies puissent devenir une menace pour la métropole, nous permet de comprendre pourquoi les événements économiques qui eurent lieu en Allemagne ou aux Etats-Unis, ne se sont pas présentés en France. En effet, si le commerce extérieur de la France a fléchi considérablement ces dernières années, le poids spécifique du commerce colonial n'a fait que grandir et, au Maroc, par exemple, l'industrie locale parvient difficilement à obtenir des mesures de protection efficaces, non seulement contre la concurrence française, mais même japonaise.

Le grand capitalisme financier reste, malgré la composition organique de l'économie française, la force maîtresse qui dirige la société. Toutes les mesures gouvernementales, émanant de la droite aussi bien que de la gauche, n'ont d'autre but que de faire refluer vers les grandes banques la plus-value des ouvriers aussi bien que le sur-travail des paysans. Capitaines d'industrie et propriétaires terriens fusionnent dans les grandes banques où la synthèse s'opère. A la garde de ces fortes-resses du capitalisme se trouvent toutes les forces actuelles de la contre-révolution, depuis le centriste jusqu'au camelot du roi, afin de briser l'attaque révolutionnaire du prolétariat, la seule classe capable d'affaiblir et d'anéantir le pouvoir et le régime du capitalisme.

Les positions de l'impérialisme français sur l'échiquier mondial sont de tout premier ordre. En 1923, devant l'opposition de l'impérialisme anglais et américain (déterminée par la nécessité de défendre le monde capitaliste menacé par les événements révolutionnaires en Allemagne, ce que, d'ailleurs, Poincaré comprit rapidement en s'inclinant sans pousser son offensive jusqu'à l'occupation définitive de la Ruhr), l'impérialisme français dut, encore une fois, renoncer au plan, qui fut celui de Napoléon, de s'adjoindre la Ruhr pour devenir la maîtresse incontrôlée de l'Europe entière. Après l'écrasement du prolétariat allemand en 1923, ce qui signi-